

Burundi : malversations dans la gestion de fonds affectés à la présidence

Arrib News, 28/12/2009 – Source AFPLa principale organisation de lutte contre la corruption au Burundi a dénoncé aujourd'hui des cas de "malversations" présumés dans la gestion de certains fonds affectés à la présidence, appelant le Parlement à ne pas voter en l'état le budget 2010. Gabriel Rufyiri, président de l'Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations économiques (Olucome), a cité en exemple la ligne budgétaire de la présidence intitulée "Appui aux bonnes initiatives" et dotée de 2 milliards de Fbu (environ 1,6 million USD) destinés à l'achat de terres pour construire des écoles et d'arbres fruitiers.

D'après une enquête de l'Olucome, une partie de ces terres ont été utilisées pour construire des maisons particulières et pour construire des permanences du parti Cndd-FDD (au pouvoir)", a accusé M. Rufyiri au cours d'une conférence de presse à Bujumbura. "Pour l'achat des plants fruitiers, la présidence s'approvisionne auprès de membres du parti au pouvoir, à des prix trois fois supérieurs aux prix réels du marché", a-t-il ajouté. Cette enveloppe de 2 milliards de Fbu est allouée à la présidence depuis trois ans. Selon l'opposition, elle sert au président burundais Pierre Nkurunziza à mener "une campagne permanente". De même, l'Olucome a dénoncé le montant alloué dans le projet de budget 2010 au parc automobile de la présidence, environ 300.000 dollars : "d'après nos calculs (cela) signifie que chaque voiture (...) consomme 118 litres d'essence par jour", a-t-il poursuivi, jugeant "impossible un tel niveau de consommation". "Tous ces fonds sont gérés de manière opaque, en dehors de toute norme comptable de l'Etat burundais et il s'agit de malversations tout simplement", a affirmé Gabriel Rufyiri. "Nous appelons l'Assemblée nationale qui étudie la loi de finances 2010 en ce moment (lundi) et le Sénat qui va le faire bientôt, à ne pas voter ce budget tel qu'il est conçu actuellement parce qu'il profite à une poignée de gens au détriment d'une population de plus en plus misérable", a-t-il martelé.